

3646

MELANGES

DE LA CASA DE VELAZQUEZ

PUBLIE AVEC LE CONCOURS DU C.N.R.S.

TOME XIX / 1 (1983)

*

J. B. VILAR

*

QUELQUES CONSEQUENCES EN ESPAGNE
DU SOULEVEMENT ALGERIEN DE 1881
(DANS LES COURANTS MIGRATOIRES HISPANO-ALGERIENS
ET DANS LES RELATIONS HISPANO-FRANÇAISES)

DIFFUSION DE BOCCARD
11, RUE DE MEDICIS
PARIS

250 pA
TTP

R- 3646

QUELQUES CONSEQUENCES EN ESPAGNE DU SOULEVEMENT
ALGERIEN DE 1881 (dans les courants migratoires hispano-algériens et
dans les relations hispano-françaises)

Par Juan Bautista VILAR
Université de Murcie



Origine du problème. L'Oranais, pays d'immigration espagnole.

La présence hispanique en Algérie sous la colonisation française est un aspect peu connu de la projection extérieure de l'Espagne. On peut néanmoins déduire l'importance de cette présence du fait que les Espagnols occupèrent constamment la deuxième position dans le peuplement européen de la colonie, et qu'ils dominaient absolument dans l'Oranais tout au long du XIX^es.

Tandis que la France hésitait, longtemps après l'occupation de 1830, sur la forme de colonisation la plus appropriée à l'Algérie, les Espagnols colonisaient efficacement de nombreux espaces du pays, de leur propre initiative et sans aucune aide officielle. Lorsque l'immigration française en Algérie commença à prendre une forme consistante sous l'impulsion de l'Etat, les immigrants originaires des provinces méditerranéennes de l'Espagne, et, dans une mesure moindre, d'Italie et de Malte, se trouvaient déjà fermement installés en Algérie.

Abréviations utilisées :

AMAE: Archivo del Ministerio de Asuntos Exteriores (Madrid)

AO: Archives d'Outre-Mer (Aix-en-Provence)

DDL: Documentos Diplomáticos Españoles, legislatura de 1881-1882.

SISEHA: Séminaire International sur les Sources Espagnoles de l'Histoire Algérienne (Oran)

En 1841, il y avait 9.748 colons espagnols en Algérie, face aux 11.322 colons français, qui avaient été attirés par toutes sortes de procédés. Deux ans plus tard, et toujours selon les statistiques officielles françaises, il y avait à Oran 6.025 Espagnols et seulement 1.741 citoyens Français¹.

La pénétration ibérique prit un rythme accéléré. En 1881, sur les 181.000 européens résidents en Algérie, 114.320 étaient espagnols. Le nombre des Espagnols devait augmenter de 30.000 unités, cinq ans plus tard. Malgré la politique assimilationniste de la législation française en Algérie, pour compenser la décadence démographique française en métropole, (loi de la naturalisation automatique de 1889), les Espagnols d'Algérie dépassaient les 160.000 en 1900. A partir de cette année, les effectifs espagnols auront une tendance à diminuer, à cause des changements de nationalité et des retours —souvent massifs—, comme à l'occasion de la guerre de 1914.

Tandis que les émigrants espagnols des Baléares et de Valence se dirigeaient surtout vers la région d'Alger et le Constantinois, c'est-à-dire en Algérie Centrale et Orientale, les gens d'Alicante, de Murcie et d'Almería se concentraient dans la région occidentale, l'Oranais, pour des raisons de proximité géographique.

Jusqu'à la décade de 1870, les Mahonais, les Alicantins et les Murciens dominent le panorama espagnol en Algérie. Ensuite ce sont les Andalous —d'Almería, presque exclusivement— qui apparaissent au premier plan, comme conséquence des crises agraires et des faiblesses de l'industrie minière en Andalousie pénibétique. Cette émigration espagnole s'orientait presque entièrement vers l'Algérie occidentale. Par exemple, en 1879, 2.878 immigrants originaires d'Almería débarquent à Oran, contre 1.533 de la province d'Alicante², qui était la deuxième province d'Espagne à fournir des immigrants à l'Algérie. La supériorité des immigrants d'origine andalouse ne parviendra pas à modifier le caractère fondamentalement valencien (de Valence et Alicante, provinces surpeuplées) de la communauté hispanique dans l'Oranais³.

1. Juan Bautista Vilar, *Emigración española a Argelia (1830-1900). Colonización hispánica de la Argelia francesa*, IDEA, Madrid, 1975, p.3. cf. aussi J.B. Vilar, *Los españoles en la Argelia francesa (1830-1914)*, Préface J.M. Jover Zamora, Madrid, 1983, (2 vol. sous presse).
2. AMAE, Correspondencia (Orán), leg. 1.998. Voir diverses communications du consul à Oran au Ministro de Estado, 1879.
3. J.B. Vilar, "Emigración almeriense a Argelia en el siglo XIX. Sus repercusiones políticas, sociales y económicas sobre la provincia de origen", *Actas del I Congreso de Historia de Andalucía (E. Contemporánea)*, Córdoba, 1979, t. II, p.241-254; J.B. Vilar, "Migraciones murcianas a Argelia en el siglo XIX: su impacto demográfico, social y económico sobre la

L'émigration espagnole était fondamentalement temporaire. Le type "hirondelle" dominait. Les travailleurs agricoles, une fois réalisés les travaux de semaille de l'automne, allaient dans le pays maghrébin voisin, pour échapper au chômage. Ils revenaient en juin, pour commencer la moisson dans la Péninsule. Les années où les sécheresses, les calamités agricoles ou les inondations sévissaient en Espagne, cet exode prenait des proportions démesurées.

Le pauvre ouvrier agricole espagnol avait de nombreuses raisons pour choisir l'Algérie comme solution à ses problèmes: la proximité des côtes algériennes et espagnoles, la similitude du climat et du paysage, les voyages rapides et peu coûteux, la facilité du retour, la certitude de se trouver en Algérie entouré de compatriotes et d'amis, l'assurance de trouver du travail et aussi le souvenir de voyages précédents profitables. Au bout de deux mois, les travailleurs temporaires économisaient entre 100 et 130 francs. Le change les favorisait, avec une augmentation en pésétas entre 30 et 50%. C'était à peu près la moitié d'un salaire annuel en Espagne, en tenant compte du chômage temporaire, généralisé en dehors des périodes de semaille et de moisson.

Certains ne revenaient pas. Une fois achevées les corvées pour lesquelles ils avaient été engagés, ils réussissaient parfois à s'assurer un poste de travail fixe. Ils appelaient alors leurs familles. L'immigration "hirondelle" devenait temporaire, pour se transformer en définitive. Et ce fut ainsi qu'une population flottante fut le sédiment d'une autre plus stable, de sorte que la population espagnole devint finalement la composante européenne la plus importante de l'Oranais.

Vers 1880, nous trouvons donc partout des immigrés d'origine péninsulaire avec leur famille, entassés dans des bidonvilles sordides des banlieues des villes ou dans des misérables "gourbis" ruraux, refuges improvisés dont la structure ne devait pas différer beaucoup de celle de l'habitat des populations algériennes les plus misérables. Dans une chambre unique, le meuble principal est un grand lit, situé au centre, où le chef de famille prend son repos et engendre. Autour du lit, une abondante progéniture, des vieux, des parents dorment par terre. Tous travaillent pour se frayer un avenir. Tous les

provincia de origen", *Cuadernos de Historia* (annexes à la revue *Hispania*, numéro monographique sur Murcia), Madrid, 1983 (sous presse). J.B. Vilar, *Los alicantinos en la Argelia francesa*. *Anales de la Universidad de Alicante*, Historia Contemporánea, n° 1 (1982), p.127-162; J.B. Vilar, *Emigrantes lorquinos a la Argelia francesa*, II Ciclo de Temas Lorquinos, Murcia, 1982, p.95-126.

observateurs, qu'ils soient français⁴ ou non⁵, signalent ces immigrants, pauvres et robustes, comme l'âme et le support de la colonisation. L'historiographie actuelle confirme ces jugements des contemporains⁶.

Les immigrants espagnols en Algérie devinrent donc des instruments de l'administration coloniale française, face à la population algérienne. Mais ces Espagnols seront tenaces dans leur refus de toute tentative de transculturation, tout au long du XIXe s. Le consul d'Espagne à Oran pouvait écrire, vers les années 70⁷, que "c'est ainsi que dans cette ville il y a des rues et même des quartiers complètement espagnols. Dans les zones de l'intérieur et des côtes de ce département, j'ose affirmer que le voyageur traverse des hameaux et des villages entiers où il n'entend parler que notre langue...".

4. Voir, entre autres, Ernest Mercier, *L'Algérie en 1880*, Paris, 1880; Paul Leroy-Beaulieu, *L'Algérie et la Tunisie*, 2e édition, Paris, 1879.
5. Francisco Zavala, *Bandera española en Argelia*, Argel, 1886, vol. III; José María Servet, *En Argelia. Recuerdos de un viaje*, Madrid, 1890, parmi bien d'autres.
6. A part les études fondamentales de Julien, Yacono, Isnard, Emerit, Tinthoin, Baroli, Demontes, Franc, Stotz, Cardona et Violard, entre autres, qui présentent un panorama plus vaste de la question algérienne, il faut mentionner en particulier, pour leur étude spécifique de l'immigration espagnole dans l'Oranais après 1830: Dechaud, "Le peuplement espagnol en Oranie", *Bulletin de la Société de Géographie et d'Archéologie d'Oran*, Oran, 1908, p.51-73; Antonio L. Fernández Flores, "Argelia y los españoles", *Boletín de la Dirección General de Emigración*, Madrid, t. I, numéros 2-3, 1929-1930, p.527-551; G. Thurin, *Le rôle agricole des Espagnols en Oranie*, Lyon, 1937; Hélène Djian, *Les Espagnols en Algérie de 1830 à la veille de la première guerre mondiale*, Alger, s.a., Thèse D.E.S. inédite, Université d'Alger; René Huertas, *Les populations espagnoles et d'origine espagnole en Oranie*, Oran, 1951 manuscrit AO; M. Morin, *L'évolution sociale des espagnols en Oranie*, Le Musée Social, Paris, mai 1908, p.121-147; Jean-Jacques Jordi, *Problèmes de migration et d'insertion des espagnols en Oranie, 1840-1950*, thèse de Doctorat de 3e cycle, inédite, Aix-en-Provence, 1982; Javier Rubio, *Emigración española a Francia*, Barcelonà, 1974; J.B. Vilar, *Emigración española a Argelia (1830-1900)... ouv. cit.*; Ch. Leselbaum, "Notes sur 'El Correo Español' de Oran", *Mélanges de la Casa de Velázquez*, II, Paris, 1975, p.429-441; Christian Flores, *Un siècle de colonisation hispanique en Oranie française (1830-1930)*, Angers, 1980, Mémoire de Maîtrise inédit; Fuad Soufi, "La presse espagnole durant la période coloniale", SISEHA, 1981, sous presse; J.B. Vilar, "La presse espagnole en l'Algérie française (1880-1931)", en "Espagne et l'Algérie au XIXe et XXe s. Contacts et créations littéraires", C.R.E.C.I.F. Université de Paris III, 1983, sous presse. Pour le problème de la dispersion des sources sur ce sujet, la consultation des travaux suivants est très utile: Mikel de Epalza, "Quelques archives espagnoles concernant l'histoire du Maghreb (XVIIIe-XIXe s.)", *Actes du Premier Congrès d'Histoire et de la Civilisation du Maghreb*, II, Tunis, 1979, p.331-341; J.B. Vilar, "Fuentes españolas sobre la Argelia colonial (1830-1914)", SISEHA, 1981, sous presse; J.B. Vilar, "Aproximación a las fuentes españolas sobre la Argelia francesa", *Bulletin du Département de Recherches Hispaniques*, n° 25, Pau, 1982, p.27-34; Tayeb Chentouf, "Décolonisation et problème des sources locales, étrangères et espagnoles de l'Histoire de l'Algérie du XVIe au XIXe s.", SISEHA, 1981, sous presse.
7. AMAE, Correspondencia (Orán), leg. 1.997.

1) Soulèvement de Bou-Amana et massacre de Kahlfalla

Il est hors de notre propos de traiter ici des facteurs étiologiques qui provoquèrent l'insurrection de 1881 dans le Sud-Oranais. Il nous suffit de rappeler qu'il s'agit du dernier des grands soulèvements algériens du XIX^e s. contre la domination française. Il est en relation directe avec celui des Ulad Cheikh en 1864 et indirectement avec celui de la Kabylie en 1871.

Par ailleurs, il faut considérer ce soulèvement dans le contexte de la réactivation de la résistance anticoloniale des peuples maghrébins, réaction à l'accroissement de la pression de l'impérialisme européen au début de la décennie de 1880. Les manifestations de cette résistance, outre le soulèvement algérien, furent la réaction populaire en Tunisie face à la faiblesse des dirigeants envers la France, qui avait obtenu la déclaration du Protectorat et l'occupation militaire du pays (1881-1882); les révoltes en Egypte à cause de l'intervention britannique de 1882; les importants événements du Soudan l'année suivante, et le mouvement d'opposition des tribus du Sahara atlantique face à la pénétration espagnole, qui avait commencé en 1884.

Les Ulad-Cheikh, après l'étouffement de leur soulèvement de 1864, s'étaient réorganisés en territoire marocain, d'où ils harcelaient les tribus du Sud-Oranais, spécialement celles qui se montraient favorables aux Français. Cette situation déboucha, à la fin de la décennie de 1870 sur l'arrivée de Bou-Amana sur la scène politique algérienne⁸.

Vainement les observateurs militaires français attirèrent l'attention de l'administration, en 1880 et 1881, sur les signaux d'alarme qui montraient l'hostilité des populations dans divers districts, surtout à l'occasion de la grave crise céréalière que souffrait l'Algérie. On pouvait craindre un nouveau soulèvement. Mais les "moqaddems" ou agents de Bou-Amana parcouraient déjà tout le pays en poussant ouvertement à la révolte.

A Alger, on ne prêta pas trop d'attention à ces avis, dans un premier temps. Mais lorsque vinrent les preuves inéquivoques de l'insurrection qui commençait, on décida d'arrêter Bou-Amana. Un officier du bureau arabe de Géryville fut attaqué par surprise et tué avec toute son escorte, le 22 avril 1881,

8. Les données économiques et sociopolitiques du soulèvement ont été établies, dans leurs lignes essentielles, par Charles-Robert Ageron, *Les Algériens musulmans et la France (1871-1919)*, Paris, 1968, vol. I. Voir des précisions positives de cette solide monographie dans Xavier Yacono, "La France et les Algériens musulmans (1871-1919)", *Revue Historique*, 493, Paris, 1970, p.121-134; X. Yacono, "Mise au point sur la France et les Algériens Musulmans (1871-1919)", *Revue d'Histoire et de Civilisation du Maghreb*, 9, Alger, 1970, p.108-115.

lorsqu'il s'apprêtait à exécuter l'ordre venu d'Alger. Ce fut le signal de la révolte.

Diverses tribus, qui n'avaient pas donné de signes de rébellion face au pouvoir colonial, se rallièrent au mouvement insurrectionnel. La brigade commandée par l'Agha de Saïda fut débordée et s'enferma avec les survivants à Sfiriffa. Le général Colignon concentra à Géryville une colonne de 2.000 hommes pour partir à la poursuite de Bou-Amana, mais se sentant malade, il désigna comme chef de l'expédition le colonel Innocenti, qui partit vers Chellala, où était installé l'état-major algérien. La colonne était suivie d'un convoi de 1.800 chameaux avec des vivres pour une vingtaine de jours. Ce convoi fut intercepté et capturé par le chef algérien dans un défilé.

Bou-Amana, avec ses 4.000 hommes, fut pourchassé par le corps expéditionnaire d'Innocenti, mais il réussit à conserver les dépouilles qu'il avait gagnées. Il se retira vers le nord, dans une opération très audacieuse, en réussissant à se réfugier dans le Tell. Le 2 juin, l'escorte de l'inspecteur des télégraphes Brigard fut surprise à Aïn-Defalid et exterminée avec son chef. Le soulèvement avait mis le feu aux poudres dans toute la région.

A Oran, une forte colonne fut organisée pour poursuivre Bou-Amana, sous la direction du général Detrie. On le chercha en vain, car il réussit à tromper les recherches de ses poursuivants, se dirigea vers le nord-ouest, soumit la confédération tribale des Ouled Zian, déborda le secteur et occupa la localité de Frandah, le 10 juin. Le lendemain, il prenait par surprise Khalfallah, tuant les Européens qui travaillaient à la récolte de l'alfa et emmenant leurs femmes et enfants captifs.

Vers la mi-juin, la nouvelle du massacre de Khalfallah parvint à Oran. Comme la plupart des victimes étaient des Espagnols, le consul Fermín de Tejada informa de ce fait le Ministerio de Estado (Affaires Etrangères) espagnol, le 15 juin⁹. Deux jours plus tard, les nouvelles étaient confirmées par l'arrivée en ville des premiers fugitifs. Ils racontèrent comment ils avaient été surpris par les troupes de Bou-Amana le 11 juin lorsqu'ils étaient en train de travailler dans les champs, et comment certains s'étaient défendus avec leurs outils de travail; certains avaient été tués et d'autres emmenés comme otages avec leurs familles. Le consul s'occupa des survivants. Il fit entrer les blessés à l'hôpital de Saïda et demanda de Madrid des pouvoirs plus étendus, qui lui furent accordés¹⁰.

Les jours suivants, on connut de nouveaux détails des événements. Des

9: DDL, 1881, Saïda, n° 1.

10. *Ibidem*, n° 2-5.

milliers d'Espagnols, sans ressources, demandaient à être rapatriés immédiatement et gratuitement, à la charge du gouvernement espagnol, qui accéda à ces requêtes pressantes¹¹. Dans l'ensemble, le bilan provisoire de l'affaire de Saïda était de plus d'une centaine de morts, 600 disparus, de nombreux blessés, des pertes matérielles importantes dans des villages et hameaux saccagés, la destruction de 8.000 tonnes d'alfa, l'incendie de vastes terrains de culture.

2) Incidence de l'affaire de Saïda sur l'immigration espagnole. Rapatriements et projets de déviation des migrations.

Le Gouvernement Général d'Alger se mit à réaliser les ordres de Paris pour garantir la sécurité des colons européens résidant dans les districts du Sud-oranais. En même temps, on mit à l'œuvre certaines dispositions en faveur des sinistrés. Mais l'exode des travailleurs espagnols et italiens ne put être freiné.

Les colons espagnols passaient à la Péninsule par tous les moyens de fortune qu'ils pouvaient avoir à leur disposition, depuis des barques de pêche jusqu'au courrier d'Alicante, Alméria et Carthagène. On donna des ordres aux gouverneurs des provinces méditerranéennes de l'Espagne pour qu'ils viennent en aide aux rapatriés. Dans toute l'Espagne, on ouvrit des souscriptions pour venir en aide aux victimes de Saïda, comme on avait fait aussi à Alger et en Italie. Il y eu des dons généreux, dont 25.000 pésétas de la Banque d'Espagne, et aussi —ce qui était plus important— des offres de travail pour les rapatriés¹². Par exemple, le marquis de Campo, qui était un homme d'affaires connu à Valence, offrit du travail dans la construction du chemin de fer Carcagente-Gandía et Gandía-Denia, pour 300 travailleurs venus d'Algérie. Saturnino Adana, de son côté, fit la même offre à 600 d'entre eux, pour le chemin de fer Oviedo-Trubia, car il semble qu'il ne trouvait pas de main-d'œuvre sur place, à cause des bas salaires qu'il offrait.

A Oran, l'excitation des immigrants espagnols augmentait de jour en jour. Il était bien évident que le commandement militaire donnait la priorité au succès des opérations contre les Algériens sur la sécurité de la population civile, surtout s'il s'agissait de la main-d'œuvre étrangère. Par ailleurs, de nombreux abus et irrégularités de la société "Franco-Algérienne" de l'alfa, qui employait les victimes de Saïda, furent rendus publics. Ces abus s'exerçaient aux dépens des travailleurs étrangers et, ce qui était plus grave, avec la

11. *Ibidem*, n° 6-7.

12. "Gaceta de Madrid", 9, 15 juillet, 12 août 1881.



collaboration de certains agents du gouvernement, dont la complicité put être prouvée.

Tout ceci poussait les immigrants à repartir. Comme les autorités françaises faisaient obstacle à leur départ, la situation déjà tendue était en passe de provoquer une explosion. Chaque jour, il y avait des échauffourées dans les rues, entre colons français et espagnols, entre ceux-ci et la police, entre la masse de gens qui voulaient partir et les contrôles des ports¹³. Malgré tout, l'évacuation se poursuivit pendant plusieurs semaines.

La revue de Madrid la plus prestigieuse informait de la sorte: "Tous les jours les ports d'Alicante, Cartagena et Almeria voient arriver des navires avec de nombreux travailleurs espagnols qui abandonnent l'Algérie et reviennent à leur patrie. Tous les jours les armateurs et capitaines des vapeurs "Numancia", "Victoria", "Correo de Cartagena", "Besós", "Acuña", "Ligera" et bien d'autres, donnent des preuves nouvelles et remarquables de leur générosité, de leur dévouement et de leur patriotisme, en accueillant à bord de leur navire ces malheureux fugitifs"¹⁴. Effectivement, le navire de marchandises "Victoria" rapatria lui seul 5.000 émigrants d'Almería, dans les premiers jours qui suivirent le désastre de Saïda, et ceci d'une façon généralement gratuite, car le consulat ne put prendre en charge ces frais, qui furent même parfois assumés par les capitaines.

A Alger et dans divers ports du littoral central et oriental de l'Algérie, on commença à enregistrer de nombreux départs¹⁵. A Annaba, le vice-consul d'Espagne recevait tous les jours des demandes de familles espagnoles résidant à l'intérieur, qui demandaient à être rapatriées¹⁶. Fin juillet, le nombre de réfugiés atteignit les 20.000. "Le Temps" précisait néanmoins que la plupart de ces Espagnols n'étaient pas victimes des actions de Bou-Amama, mais des mauvaises récoltes, et qu'ils voulaient tirer profit d'une situation confuse pour revenir dans la Péninsule gratuitement et participer au partage des secours¹⁷.

Les événements de Saïda de 1881 sensibilisèrent momentanément le gouvernement Sagasta en vue de freiner l'émigration vers l'Algérie et tâcher, si possible, de l'orienter vers les dépendances de l'Espagne outremer. La *Real Orden* du 9 septembre 1881 fixait les bases d'un projet colonisateur aux Philippines, territoire qui n'avait presque jamais attiré l'intérêt de

13. DDL, Saïda, n° 15-21, 27-28, 31.

14. "Ilustración Española y Americana", 22 juillet 1881.

15. AMAE, Política, leg. 2.312.

16. "El Eco de Murcia", 31 juillet 1881. cf. aussi *Semanario Murciano*, du 11 septembre 1881; "El Eco de Cartagena", du 1er juillet 1881.

17. "Le Temps", 28 juillet 1881.

l'administration espagnole. Un groupe d'Espagnols, résidents de la localité oranaise de Ternefine, s'empressa de solliciter le transfert vers l'archipel des Philippines, aux conditions exposées dans cette *Real Orden*. Il s'agissait de huit familles d'origine espagnole, même si certains de leurs membres étaient nés en Algérie¹⁸. C'était des familles d'artisans qui, selon le rapport consulaire, "jouissaient dans le pays d'une bonne réputation"¹⁹.

Une fois la première impression passée, le gouvernement espagnol gela ses projets de colonisation, par trop improvisés. En conséquence, il refusa la demande en argumentant que les demandeurs étaient en petit nombre et que la plupart d'entre eux n'étaient pas des agriculteurs, dont le projet colonisateur avait besoin. On reconsidérerait la demande, seulement au cas où un minimum de cent familles s'uniraient pour ce projet, dont deux tiers d'agriculteurs. Plusieurs causes empêchèrent donc la déviation des colons espagnols d'Algérie vers le sud-est asiatique: le manque d'intérêt du gouvernement espagnol, le manque d'attrait de l'archipel lointain pour les émigrants, et les conditions peu généreuses du projet de colonisation. Diverses propositions faites par les colons par le truchement du consulat d'Oran (pour Cuba, Porto Rico, la Guinée, le Maroc) ne débouchèrent sur rien de pratique²⁰.

3) L'opinion publique espagnole face aux événements de Saïda. Introduction de contrôles dans le courant des passagers maritimes.

Les événements de Saïda impressionnèrent vivement l'opinion publique espagnole. La presse péninsulaire critiqua âprement le gouvernement pour l'abandon des émigrants à leur sort. L'auteur d'un livre sur les événements de Saïda se plaignait du fait qu'on n'autorisait pas les émigrants espagnols à emporter avec eux des armes à feu, comme le faisaient les Italiens et Maltais qui allaient en Algérie²¹.

Des publications périodiques aussi équilibrées que "La Ilustración Española y Americana" n'hésitèrent pas à se joindre à la clameur générale. Cette importante et influente revue soulignait "la coupable indifférence des généraux français", bien plus responsables que les insurgés algériens dans les malheureux événements, car la main-d'œuvre européenne était privée de

18. Voir la relation des noms, avec les professions et origines, dans J.B. Vilar, *Emigración española a Argelia...*, Apéndice XXXVI.

19. AMAE, Correspondencia (Orán), leg. 1.998.

20. *Ibidem*.

21. Luis de Calatrava, *Orán. Origen del desastre de Saïda*, Madrid, 1881, p.12-15.

toute protection, malgré l'apport direct que ces individus fournissaient au fisc, avec des bénéfices évalués à 6.000 francs²².

Parmi les voix irritées qui s'élevèrent contre la négligence officielle, non seulement du gouvernement français mais aussi des autorités espagnoles, il faut citer celle du journal "El Imparcial", avec une série d'éditoriaux : "Ce qu'on nous doit", "Charité et patriotisme", "Silhouettes de Saïda", "Au gouvernement et au pays"... Ces pages eurent un écho assez vaste, car le directeur du journal José Ortega Munilla réclamait du gouvernement, avec une plume brillante et acérée, une attitude énergique pour obtenir de la France des compensations économiques pour les victimes et des garanties face à l'avenir, pour les personnes et les intérêts espagnols en Algérie²³. Ortega recommandait l'application d'une politique africaine cohérente, en assurant que si l'Espagne avait la foi en son avenir, comme c'était le cas de l'Italie, le pays pouvait ressusciter d'entre les morts. Le journal madrilène ouvrit aussi une importante souscription en faveur des victimes de Saïda.

Quant aux Algériens, leur action fut jugée très négativement, car on ne considérait que leur comportement concret envers un groupe d'immigrants étrangers. Les idées colonialistes de l'époque en Espagne, ne permettaient même pas de se poser des questions sur les motivations de la révolte algérienne ou ses objectifs. On pouvait encore moins mettre en question la légitimité de la présence française en Algérie ou condamner une répression qui, au contraire, était exigée par l'ensemble de la presse espagnole.

La réaction des différents secteurs des publications espagnoles ne fut ni modérée ni constructive. Un observateur espagnol moderne a écrit à ce sujet que "comme toujours, il y eut dans notre presse un manque de pondération, d'équilibre et d'unanimité dans la protestation. Certains journaux demandaient presque une vengeance immédiate de l'affront; d'autres se désintéressaient de l'affaire, car ils jugeaient que c'était à la France d'y porter remède. La campagne dura peu : ce fut une flambée, une passion irréfléchie, finalement le début d'un oubli"²⁴.

Néanmoins, quelque chose de positif sortit de cet avertissement que furent les événements algériens. Il y eut, avant tout, une surprise générale devant le volume de l'émigration espagnole vers l'Algérie, flux d'Espagnols qui étaient pratiquement ignorés et abandonnés à leur sort. L'action de Bou-Amana, mais aussi les abus commis par les chefs d'entreprise de la colonisation et leurs

22. "Ilustración Española y Americana", 8 juillet 1881.

23. "El Imparcial", 24, 27 et 30 juin 1881.

24. Tomás García Figueras, *Presencia de España en Berbería central y oriental*, Madrid, 1943, p.322.

agents recruteurs parmi une population espagnole généralement analphabète, inspirèrent au gouvernement espagnol l'ordre donné le 6 mai 1882 à l'*Instituto Geográfico y Estadístico* d'introduire dorénavant dans ses statistiques une description très minutieuse des courants migratoires par mer.

Ces données furent publiées pour la première fois en 1883 avec des chiffres de l'année précédente. Selon ces statistiques, 17.437 espagnols avaient quitté leur pays pour aller en Algérie, c'est-à-dire 24,28% de l'émigration totale espagnole²⁵. Des mesures furent prises pour assurer une protection consulaire convenable aux 112.000 sujets espagnols résidant dans la possession française.

4) Conséquences de la question algérienne dans les relations hispano-françaises. Négociations et indemnisations.

Les nouvelles en provenance d'Oran provoquaient autant de passion en France qu'en Espagne et surchauffèrent l'opinion publique française. L'affaire fut portée à l'Assemblée Nationale, lors des séances du 1er et du 5 juillet, par une interpellation des députés de l'Algérie. L'enquête ouverte devait prouver la négligence des généraux Osmont, commandant général d'Alger, et Cérez, chef de la division d'Oran, ainsi que celle du colonel Malleret. Ils furent destitués et remplacés par les généraux Saussier et Delebecque.

La presse française évitait généralement la question fondamentale, c'est-à-dire la situation des travailleurs étrangers en Algérie, soumis à un régime discriminatoire et, dans une certaine mesure, oppressif, à cause du comportement des chefs d'entreprise de la colonie. Elle s'en prit aux militaires pour enrayer au plus vite un exode des travailleurs étrangers, qui devenait de plus en plus inquiétant. "Le Siècle" avertissait : "Si les Espagnols s'en vont, c'est la fortune du pays qui s'en va avec ces modestes travailleurs que l'incompétence des militaires n'a pas su protéger"²⁶. "Le Figaro" parlait de la "ruine momentanée et peut-être définitive de la province d'Oran"²⁷. Dans le même sens se manifestaient "Le Temps", "La Liberté", "La France", "L'Avenir Diplomatique" et d'autres journaux français à grand tirage et influents. Avec la destitution des chefs militaires cités plus haut, et la promesse d'une concession future de secours pour les victimes et leurs familles, Paris considérait que l'affaire était close²⁸.

25. *Estadística de la Emigración e Inmigración de España, años 1882-1885*, Madrid, 1886.

26. Cf. "Ilustración Española y Americana", 22 juillet 1881.

27. *Ibidem*.

28. DDL, 1881, Saida, n° 23, 29, 30.

Ceci ne satisfaisait pas l'Espagne. Le gouvernement de Sagasta, sous la pression de la presse et de l'opinion publique, demanda au consul général à Alger un rapport détaillé sur les événements. En même temps, le Marquis de la Vega de Armijo, ministre des Affaires Etrangères, donnait des ordres, le 27 juin, au Duc de Fernán Núñez, ambassadeur à Paris, pour qu'il ait un entretien avec le ministre français des Affaires Etrangères, et qu'il lui demande une indemnisation officielle²⁹. Vega envoya à Oran la goélette "Ligera", pour garantir la sécurité des sujets espagnols. Le navire parvint à Oran le 14 juillet.

Fernán Núñez posa ainsi au Quai d'Orsay la question des indemnités³⁰ : "Les rapports officiels que le Gouvernement de Sa Majesté a reçu des agents consulaires d'Espagne en Algérie laissent supposer que les événements qui ont lieu dans ce pays sont d'une gravité telle que je demande à Votre Excellence d'attirer l'attention du Gouvernement de la République à leur sujet. Il y a encore quelques jours, des milliers d'Espagnols étaient établis en territoire de Saïda, sous la protection du drapeau d'une nation puissante comme la France. De leurs familles, de leurs biens et de leur travail, il ne reste maintenant que la désolation la plus horrible, la mort, le déshonneur et la misère. Le Gouvernement de mon auguste Souverain connaît bien les nobles sentiments du Gouvernement de la République, auquel il se trouve lié par la plus sincère des amitiés. Mais néanmoins, il se croit dans le devoir de réclamer de la façon la plus ferme, des mesures énergiques pour venir en aide aux malheureuses victimes des odieux attentats de Bou-Amana. J'espère, Monsieur le Ministre, que les autorités françaises feront une enquête pour connaître les causes et la portée des crimes commis, et que pour ce faire, ils écouteront l'avis des agents consulaires espagnols en Algérie. Je suis convaincu que le Gouvernement français indemniserà mes compatriotes, tout en leur donnant des garanties de sécurité pour l'avenir, de sorte qu'ils puissent rester dans le pays en jouissant d'une parfaite tranquillité".

La réponse française n'était guère précise et ne fut pas du goût du Gouvernement espagnol, si l'on en juge par le télégramme envoyé le 10 juillet par Vega de Armijo à l'ambassadeur à Paris³² : "Les déclarations de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères semblent résoudre définitivement la question dont il s'agit. Elles ne sont pas faites pour me satisfaire. Nous n'avons pas demandé pour nos compatriotes, vilement outragés en leur personne et leurs biens, une aide comme celle qu'on accorde à des indigents, mais une

29. *Ibidem*, n° 8-13.

30. *Ibidem*, n° 14, 22, 24.

31. *Ibidem*, Annexe au n° 28.

32. *Ibidem*, n° 33.

indemnisation d'équité, comme celle que la France accorda après le siège de Paris ou comme l'ont reçue en Espagne certains étrangers, après les événements de Carthagène". A Paris, on opposait une certaine résistance à reconnaître le droit espagnol à l'indemnisation, tandis qu'on s'offrait volontiers à compenser les pertes subies comme conséquence des actions de Bou-Amama. Mais les gouvernants espagnols se montrèrent inflexibles sur ce point. Ils déclaraient toujours que l'Espagne ne demandait pas des secours, mais des indemnités dues par équité.

En attendant, la raideur dans les relations hispano-françaises en Algérie augmentait de plus en plus. Lorsque le consul d'Espagne à Oran se plaignait des critiques que la presse algérienne publiait contre l'Espagne et ses agents diplomatiques, et des provocations et attentats dont les citoyens espagnols étaient l'objet, on lui répondait sèchement qu'il n'avait qu'à porter la question devant les tribunaux. L'opinion française en Algérie était généralement hostile aux agents consulaires espagnols, auxquels elle reprochait de pousser les résidents espagnols contre la France, de promouvoir l'exode des Espagnols et de transmettre des rapports malveillants à Madrid. Les relations au niveau régional en arrivèrent à un point tel que le préfet d'Oran ordonna à la goélette "Ligera" de quitter Mers-el-Kébir.

En Espagne, les esprits étaient tout aussi excités, surtout dans les provinces d'où partait l'émigration vers l'Algérie³³. Le 8 juillet, le navire "Saint-Augustin", transportant presque un millier de soldats français, faisait escale à Carthagène. Il semble que plusieurs soldats français voulurent descendre à terre et qu'ils furent hués par la foule réunie sur les quais³⁴. Cette offense eut des conséquences. Des désordres s'en suivirent, entre les marins du navire français et les débarqueurs espagnols, qui devaient débarquer des marchandises du "Saint-Augustin" dans le port d'Oran. Il fallut l'intervention du gouverneur général Grévy pour pacifier l'opinion et freiner une vague de violence dont les effets négatifs commençaient à se faire sentir dans le développement normal des activités de la colonie.

Une fois pacifiés les esprits des colons français et des immigrants espagnols et calmées les fureurs des premiers moments, dues tant en France qu'en Espagne à une presse peu responsable, on commença à voir une solution, grâce aux négociations entreprises à Paris par l'ambassadeur espagnol et par

33. Cf. par exemple, les réactions à Belchite, et l'animosité que ressentit la Communauté dominicaine. Jean-Marc Delaunay, "Des réfugiés en Espagne : les religieux français et les décrets du 29 mars 1880", in *MCV*, t. XVII, 1981, p. 307.

34. "Ilustración Española y Americana", 22 juillet 1881.

35. DDL, 1881, Saïda, n° 32, 34, 61, 63-65.

le chef de la diplomatie française. A Madrid, les observateurs les plus perspicaces en politique internationale recommandaient la prudence, de crainte que ne se produise une détérioration irrémédiable dans les relations, sinon cordiales, du moins correctes, entre l'Espagne et la France. Ces relations étaient vitales pour l'Espagne, internationalement isolée³⁶. Elles étaient fondamentales du point de vue économique.

"La Ilustración Española y Americana", revue favorable à la France comme presque toute la presse libérale, demandait qu'on trouve une solution rapide à un problème qui portait préjudice aux deux pays. C'était l'opinion de ses plumes les plus brillantes : Castelar³⁷, Martínez de Velasco³⁸ et Fernández Bremón³⁹.

Il ne fut pas possible de savoir avec exactitude le montant des dommages soufferts par les Espagnols de Saïda. L'information réunie par le consulat d'Oran était fondée sur les demandes présentées par les travailleurs et par les propriétaires de terrains et de cantines, ainsi que par les déclarations des survivants, faites avant de s'embarquer vers l'Espagne. Les demandes des malheureux fugitifs, qui se trouvaient dans la plus grande misère, et encore effrayés par les événements de la steppe de Saïda, étaient pleines de plaintes émouvantes⁴⁰.

On dressa la liste des morts et des disparus, dont le nombre était considérable. Ici aussi des précisions manquaient, car les responsables de la société de l'alfa où travaillaient les victimes déclarèrent que leurs livres avaient été détruits dans un incendie. Beaucoup de travailleurs n'étaient pas non plus inscrits dans les registres du consulat. D'autres avaient abandonné le pays dans la panique des premiers jours, sans faire la moindre déclaration. Enfin presque personne ne fit de réclamation au nom des nombreux célibataires décédés. Les disparus ne furent pas tous récupérés. Selon certaines déclarations du Président du Conseil à l'Assemblée Nationale, dans la séance du 27 juillet, Bou-Amana, bien que vaincu, n'avait pas pu être capturé. Il s'était réfugié au Sahara avec ses partisans et on n'avait donc pas le chiffre des otages qu'il avait emmenés avec lui⁴¹.

Finalement Paris céda sur le point des indemnisations et prit pour base de

36. Julio Salom Costa, *España en la Europa de Bismarck. La política exterior de Cánovas (1871-1881)*, Madrid, 1967, p.418-422.

37. "Ilustración Española y Americana", 8 juillet 1881.

38. *Ibidem*.

39. *Ibidem*.

40. Voir plusieurs exemples dans J.B. Vilar, *Emigración española a Argelia...*, p.237-238, 459-460.

41. DDL, 1881, Saïda, n° 66-78.

calcul des montants ce que les citoyens français avaient perçu des autorités espagnoles au moment des indemnisations aux victimes de la dernière guerre carliste et de l'insurrection cantonaliste de Carthagène. Bien que Vega de Armijo voulût obtenir les indemnisations sans aucun engagement, il dut céder aux pressions du ministère des Affaires Etrangères français, qui subissait lui aussi les pressions de l'opinion publique du pays⁴².

Divers problèmes retardèrent la signature de l'accord franco-espagnol sur l'affaire de Saïda: la persistance de l'état de guerre dans le sud oranais —mouvements des tribus dirigées par Sulaiman Ibn Kaddur⁴⁴—; l'insécurité permanente dans de vastes zones officiellement pacifiées⁴⁵; la dureté de la répression du gouvernement français, qui provoquait des contre-répressions⁴⁶; la déclaration du protectorat français en Tunisie, mal accueillie par les autorités espagnoles, qui voyaient dans cette décision politique une certaine subversion au "statu quo" marocain accordé lors de la conférence internationale de Madrid de 1880⁴⁷; et les événements de Sfax, où le vice-consulat d'Espagne dans cette ville tunisienne fut envahi par les troupes françaises d'occupation⁴⁸. L'accord fut finalement signé le 19 septembre 1881 entre le représentant espagnol et le ministre Barthélemy Saint-Hilaire. Le 30 septembre, Fernán Núñez envoyait au ministre des Affaires Etrangères espagnol une copie des notes qui mettaient un point final à la négociation⁴⁹.

La somme à distribuer entre les victimes ne fut pas encore fixée, à cause des contradictions entre le nombre des premières déclarations et celui que donnèrent des recherches ultérieures. La commission mixte des réclamations qui siégeait en Algérie évalua finalement, non sans difficulté, que les victimes espagnoles étaient 193, entre morts et disparus. L'Etat français leur accordait une indemnisation de 900.000 francs. Par contre, l'ambassadeur d'Espagne

42. *Ibidem*, n° 62.

43. Voir processus de négociation dans le détail dans J.B. Vilar, *Emigración española a Argelia...*, p.239-241. Les thèses françaises dans Albert Mousset, *La política exterior de España (1873-1918)*, Madrid, 1918, p.31.

44. J.B. Vilar, *Emigración española a Argelia...*, p.241-243.

45. Voir Ch. Fournier, *Le banditisme dans le dernier quart du XIXe s. en Algérie, en Andalousie et dans les îles de la Méditerranée occidentale*, Aix-en-Provence, 1973.

46. AMAE, Correspondencia, Orán, leg. 1.998.

47. Voir l'incidence en Espagne de la crise tunisienne, dans M. de Epalza, A. El-Gafsi, "Relations tuniso-espagnoles au XIXe s. Documents et synthèse", *Les Cahiers de Tunisie*, XXVI, n° 101-102, Tunis, 1978, p.183-216.

48. J.B. Vilar, *España en Argelia, Túnez, Ifni y Sahara en el siglo XIX*, Madrid, 1970, p.50-53.

49. DDL, 1881, Saïda, Annexes au n° 64.

s'engagea à ce que son gouvernement donne 300.000 francs aux Français victimes des derniers soubresauts des guerres civiles espagnoles⁵⁰.

Une crise politique en France provoqua l'arrivée d'un nouveau conseil des ministres, présidé par Gambetta. Celui-ci assumait l'engagement souscrit par le gouvernement précédent, à condition que les paiements aux deux groupes de victimes, espagnol et français, fussent réalisés simultanément. Comme la somme à verser par l'Espagne devait être discutée avec le budget nouveau présenté au Parlement espagnol, on se mit d'accord pour un retard dans ce paiement, malgré l'opinion publique française qui réclamait la simultanéité des paiements.

Comme indemnisation aux victimes de Saïda et Tiaret, l'Assemblée Nationale française approuva le paiement de 1.950.000 francs, dont 900.000 correspondaient à des citoyens espagnols. Après l'accord du Président de la République, on distribua rapidement la somme entre les victimes qui purent aussi bénéficier des souscriptions ouvertes en leur faveur, en Espagne et en dehors de l'Espagne, et dont les plus importantes avaient été organisées par le journal "El Imparcial"⁵¹. Peu après, le Congrès espagnol approuvait un crédit de 300.000 pésétas-or, équivalent aux francs français, pour les Français qui avaient subi des préjudices lors de la dernière guerre carliste et des insurrections cantonales⁵².

Conclusions

Le soulèvement du sud oranais en 1881, qui acheva en Algérie le cycle de la résistance armée contre la domination étrangère, pour le XIXe s., eut d'importantes conséquences pour la communauté espagnole en Algérie, la seconde en importance dans le territoire.

En effet, la colonie française occupait une place de choix dans les courants migratoires espagnols de l'époque —un quart de l'ensemble des émigrants—. Les événements algériens provoquèrent un changement spectaculaire dans la courbe migratoire nationale, sous l'impact des rapatriements massifs et de l'interruption de l'important courant migratoire espagnol vers l'Algérie. Le retour à la normalité en Algérie et l'échec de divers projets de déviation des courants migratoires vers des colonies espagnoles, imposa le rétablissement rapide du rythme migratoire précédent. Les événements de Saïda eurent d'autres conséquences: on commença, à partir de 1882, la publication

50. *Ibidem*, 1882, Saïda, n° 2-18.

51. "El Imparcial", 19 mars 1882 ("Suscripción por las víctimas de Orán. Resumen").

52. DDL, 1882, Saïda, n° 2-44.

régulière des statistiques officielles des émigrations extérieures et on modernisa la législation en matière migratoire.

Finalement, les événements de 1881 provoquèrent un contentieux avec la France. Il fut résolu finalement de façon satisfaisante pour les deux pays, mais il contribua à envenimer un peu les relations hispano-françaises au Maghreb, car la pénétration en Tunisie rendait en quelque sorte caduc l'accord marocain de 1880. Par ailleurs, les événements de Saïda provoquèrent, en France et en Espagne, des mouvements agressifs de l'opinion publique, qui débordaient largement le cadre des institutions politiques et des problèmes concrets.